



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

(FSAS-CGTG)

B.P. 257 - Basse-Terre

0690.28.19.86

fsas.cgtg@laposte.net - secrétariatfsas@gmx.com

www.veyatifscgtg.org



Quand la gabegie devient vertu à la place de l'intérêt général !

*Pendant trois décennies - déjà une génération - on nous a chanté la chansonnette de l'emprise trop pesante de l'Etat, du mille-feuille administratif, du mésusage de l'argent et de l'entreprise reine et fabricatrice de richesses et d'emplois. Avec le temps, force est de constater que les résultats - non pas escomptés mais promis - ne sont pas au rendez-vous. Bien pire, c'est la grande décadence économique, financière, sociale, sanitaire... Bref, systémique ! Des dépenses inconsidérées et inutiles sont faites à tous les niveaux de décisions, avec de temps à autres un fusible qui saute pour faire croire que la justice suit son cours, au détriment de l'intérêt général mais le discours des défenseurs systémiques ne change pas... **"Nous avons raison d'avoir tort et c'est pour le bien de tous !"***

"**Kouyon sé jaden a savan !**" cette adage populaire vaut son pesant d'or de nos jours quand on voit comment les théoriciens de "l'économie libérale" ont réussi à couillonner une grande partie de l'humanité depuis les années 1980, et nous sommes inclus malheureusement. C'est ainsi que le discours officiel, durant cette longue période qualifiée de crise économique pour mieux déstabiliser les incrédules, nous renvoyait toujours à **la sobriété budgétaire pour ne pas dépenser les millions nécessaires en moyens humains et matériels.**

Le cas EDF est symptomatique de la pathologie néolibérale. Voilà un ancien fleuron public de l'Energie que l'on a livré à la rapacité du privé et qui devrait être "renationalisé" après avoir enrichi plus d'un. Entendons-nous bien sur la notion de nationalisation puisqu'il s'agit plus, dans ce cas présent, d'éponger le passif créé par le privé avec de l'argent public en attendant de **REPRIVATISER. Socialiser les déficits mais privatiser les bénéfices... C'est là, la démonstration du mythe de l'entreprise productrice de richesse.**

L'escroquerie covidienne, c'est-à-dire l'usage abusif - dangereux et extrémiste du virus à des fins malintentionnées, a mis en lumière les caractères vicié et vicieux du discours financier. **Pour "répondre" à la crise, on a pas hésité à trouver des milliards pour un produit qui se révèle être inefficace à terme,** quitte à contredire l'injonction à la sobriété budgétaire et la déontologie scientifique en écartant des produits pas chers mais qui marchent.

Pour rappel, à celles et ceux qui auraient du mal à différencier le million du milliard, un million de secondes correspond à 13 jours et un milliard de secondes correspond à 33 années... **Quand on pense que certains sont devenus milliardaires grâce à la COVID avec un liquide de perlimpinpin,** il y a de quoi constater que toutes ces années de disettes en services publics, singulièrement sanitaire et social, n'étaient qu'une grande supercherie pour concentrer la richesse entre les mains d'une minorité qui n'a que faire de l'intérêt général.

Nos politiciens sont toujours aux abonnés absents du noble "sens politique" et pour cause, "*ils ne sont pas scientifiques*" - "*ils ne sont pas financiers*" - "*Ils ne sont pas experts*"... **Ils ne sont rien mais la corruption, 120 Milliards en France et plus de 980 Milliards en Europe, bat son record dans un silence assourdissant voire une cécité lumineuse.** En vérité, nos politiciens sont complètement désarmés et affaiblis par leur refus - et/ou leur peur - d'affronter le système comme le faisaient les hommes politiques engagés d'autrefois, il paraît même que les Milliards ruissèlent pour les élections !

En Guadeloupe, 6 millions sont jetés dans la route du rhum alors que l'eau manque à tous et que plus d'un millier de soignants sont à la porte. Au Qatar va commencer la coupe du Monde de football dans des stades climatisés mais on demande aux Européens de greloter à 19° pour punir Poutine. En France, on jette des milliards de doses de "vaccins" tout en recommandant de nouvelles doses "bivalentes" achetées des milliards d'Euros. L'U.E. offre 20 000 Euros pour des cours de drag-queen... **On voit le sens des priorités !**

Comment expliquer la volte-face du Ministre des Outre-mer sur la question des suspendus alors qu'en Italie, avec un nouveau gouvernement qualifié de fasciste mais déjà sous les bras de l'OTAN, tous les suspendus sont priés de retourner au bercail hospitalier ? Après la gabegie et les mensonges, la raison s'invite à la table de tous les gouvernements qui sont contraints de constater l'échec du traitement de la pandémie et la fin de cette dernière... **Sauf la France, gouvernée en hors-sol mais jusqu'à quand ?**

Le déballage fait sur leurs prétentions chiffrés, rappelons-nous de l'antienne officielle "**On peut débattre de tout sauf des chiffres**" - disparue depuis que les données officielles mondiales font apparaître l'inverse de ce que les autorités prétendaient :

Année	VACCINS	Nombre de cas Covid déclarés	Nombre de décès Covid déclarés
2020	Quelques millions en Décembre	84,3 millions	1,83 millions
2021	9,2 milliards de doses	204 millions	3,62 millions
10 mois de 2022	3,7 milliard de doses	346,7 millions	1,14 millions
TOTAL Pandémie 2020 + 2021+2022	12,9 milliards de doses	635 millions	6,59 millions

Il va bien falloir, un jour, en discuter et nous donner des explications rationnelles, tôt ou tard ! Mais en attendant, les affaires se poursuivent sur le dos de la souffrance humaine puisque la France est officiellement déclarée "incapable" de faire face à une épidémie - annuelle donc attendue - de bronchiolite pendant que Pfizer, comme par un hasard de complotistes, annonce avoir la solution "vaccinale" pour les bébés..., "**efficace**" à **92% bien entendu ! Ça a si bien marché pour la Covid.**

Plus que jamais, la FSAS revendique une autre orientation sanitaire pour l'Archipel qui passe par l'arrêt de la gabegie, le bon usage de l'argent public et :

- **L'arrêt de l'obligation vaccinale et la réintégration du personnel suspendu (Public, privé et libéral).**
- **La formation de jeunes aux métiers sanitaires en soulignant les spécialités manquantes.**
- **La remise en question de toutes les réformes appliquées depuis le Gouvernement Sarkozy.**
- **L'abolition des A.R.S. au profit d'une véritable Direction Territoriale de la santé et du médicosocial.**
- **L'arrêt immédiat de la T2A et la révision à la hausse du coefficient correcteur.**
- **L'abandon du G.H.T. au profit d'une réorganisation coopérative hospitalière et non centralisatrice.**
- **La redéfinition de l'action sanitaire en subdivisant le territoire pour rapprocher le soin de la population.**
- **La sanctuarisation le nord-ouest de la Basse-Terre et ses hôpitaux (C.H.L.D.B. et C.H.M.S.) - de par sa stabilité géologique - comme repli sanitaire en cas de grande crise tellurique.**
- **Le renforcement des hôpitaux de Saint-Martin et de Marie-Galante, si la télémédecine est une avancée elle ne peut être considérée comme la panacée sur des îles à risques majeurs.**
- **Le renforcement de la psychiatrie et de ces structures extrahospitalières.**
- **La mise en place d'un véritable secteur gériatrique et gérontologique autour de Palais-Royal.**
- **L'articulation plus efficiente entre le sanitaire et le médicosocial.**
- **Une véritable réparation du scandale de la chlordécone.**
- **Le maintien et le renforcement des C.H.S.C.T., véritable contre-pouvoir du personnel soignant au profit des soignés.**

Basse-Terre, le 03 Novembre 2022.

